PS 29

# GUIPAVAS SOCIALISTE

SITE INTERNET : www.ps29.org

*Supplément au Cap Finistère - CPPAP 62885* • Décembre 2009

ÉDITORIAL

## Deux ans de présidence Sarkozy, ça suffit

Telle est la réflexion que nous inspire la politique menée, depuis son élection, par le Président de la République. Partant de constats souvent simplistes mais séduisants de prime abord : *"Il y a trop de tribunaux", "Il y a trop d'insécurité", "Les établissements publics de santé sont trop nombreux", "Il y a trop d'enseignants", "Les magasins doivent ouvrir le dimanche"* ou encore le petit dernier *"Il y a trop d'élus locaux"*, il mène depuis toutes ses réformes de la même façon. Il convoque une commission devant travailler sur le problème posé. Rappelez-vous de la commission *"de libération de la croissance"* présidée par Jacques Attali, la commission Balladur sur la réforme territoriale, la commission Juppé-Rocard sur le grand emprunt. Ses commissions rendent leur rapport, desquels ne sont retenues que les propositions convenant à la politique de Nicolas Sarkozy. Cette politique, qu'il menait déjà en tant que ministre de l'Économie et des finances de 2004 à 2005, ne poursuit qu'un seul but : détricoter le tissu de solidarité, les structures collectives de notre pays, sans oublier au passage de servir les plus nantis. En témoigne le bouclier bouclier fiscal aujourd'hui en vigueur qui coûte 15 milliards d'euros et qui n'a eu aucun des effets escomptés sur la croissance.

Car tel est le gros point faible de la politique de Nicolas Sarkozy et des ses réformes quotidiennes : le bilan. Quel est son bilan ? Les agressions aux personnes ont-elles diminué depuis 2002, date de sa première accession au ministère de l'Intérieur ? Le chômage a-t-il régressé ? Malheureusement c'est l'inverse. Nous dépasserons vraisemblablement le seuil des 10 % de chômeurs d'ici la fin de l'année. Le plan de relance a été tellement sous-dimensionné que tous les Français en payent les conséquences. La dette du pays a explosé. Et, maintenant, il tente de casser ce qui fonctionne et assure la cohésion sociale de proximité, les collectivités territoriales, les villes, les communautés urbaines, les départements et les régions.

Nous, socialistes, faisons des contre-propositions. Nous avions proposé au gouvernement un plan de relance bien supérieur avec des chiffres qui se retrouvent validés par l'annonce du futur grand emprunt. Nous avions visé juste.

Nous sommes pour la modernisation des services de l'État et non pour la réduction de ceux-ci. Notre société, en partie grâce à l'État, a prouvé sa capacité de protection au plus fort de la crise. Qui s'est porté au secours des banques ? Nous, via l'État. Il aurait été alors normal de reprendre les commandes des banques en proportion des aides. Il aurait été possible de vraiment corriger les dérives profondes de certains financiers. Il n'en a rien été car la volonté politique était absente.

Être au plus près des salariés, c'est les aider à trouver des solutions de gardes pour leurs enfants. Pour cela, il faudrait lancer un service public de la petite enfance. Être au plus près des jeunes, c'est assurer un vrai service public de l'éducation accessible à tous. Être aux côtés du monde agricole qui traverse une passe terrible pour les hommes et les femmes qui en vivent, c'est agir réellement au niveau européen.

Ainsi, nous, socialistes guipavasiens, dans la mesure où l'État en laisse encore les moyens, tous nos efforts sont tendus à l'échelle de la commune, avec nos élus locaux, vers l'élaboration d'une vie en société plus équitable et solidaire. 2009 a vu Guipavas se doter d'un outil essentiel dans l'aide à apporter aux souffrances sociales : La maison des solidarités Madeleine-Lagadec. 2010 ne saurait déroger au but que nous nous sommes fixé.

**C'est donc avec confiance que nous vous adressons, tout en sachant que rien n'est gagné d'avance, nos meilleurs vœux pour 2010.**

***Florent Gayte,*** *Secrétaire de section de Guipavas*

SOMMAIRE

1

**Editorial : Deux ans de présidence Sarkozy, ça suffit**

2

**Qui défendra les enfants ?**

**Le pouvoir d'achat de nos agriculteurs en grand péril**

3

**Réforme des territoires et fiscalité, une catastrophe annoncée**

**Une politique volontaire et ambitieuse de développement économique**

4

**Lorsque j'étais enfant...**

*Juillet, le temps bourg a fait rayonner Guipavas*

# Qui défendra les enfants ?

Le 20 novembre, nous devions célébrer les 20 ans de la **Convention Internationale des Droits de l'Enfant** que la France a ratifiée en 1990. Or, pour notre pays, cet anniversaire a été très assombri.

Il faut savoir en effet que, en 2000, la France s'est dotée d'un **Défenseur des enfants,** autorité indépendante chargée de défendre et promouvoir les droits fondamentaux des enfants posés par la Convention internationale. Depuis 9 ans, cette institution est intervenue pour **permettre à plus de 20 000 enfants de se voir reconnus des droits qui leur étaient déniés.** Dans ses missions, la Défenseure s'est aussi imposée comme force constructrice de propositions législatives et réglementaires, de modifications des pratiques, d'interpellation des pouvoirs publics.

20ème anniversaire de la Convention internationale des droits de l'enfant

LA DÉFENSEURE DES ENFANTS
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Le 9 septembre dernier, le gouvernement a déposé deux projets de loi prévoyant la **disparition de l'autorité indépendante "Défenseur des enfants",** diluant une partie de ses attributions au profit d'un défenseur des droits à compétence générale, sans référence à la convention internationale, et en supprimant sa fonction d'interpellation des pouvoirs publics. Le parlement doit être saisi incessamment de cette proposition.

Enfin, rappelons que la France compte **deux millions d'enfants pauvres.** Le respect des enfants et de leurs droits n'est-il pas un bien commun des sociétés qui avancent vers plus et mieux d'humanité ?

Vous pouvez soutenir l'institution indépendante "défenseur des enfants" sur son site :

**www.defenseurdesenfants.fr**

***Alix Vourc'h***

# Le pouvoir d'achat de nos agriculteurs en grand péril

Le 27 octobre, à Poligny dans le Jura, Nicolas Sarkozy n'a pas prononcé un discours sur la politique agricole. Il a envoyé une carte postale aux Français pour leur faire croire qu'il se préoccupe vraiment du monde rural. Il s'est rendu, sans conviction, dans une étable afin que chacun puisse le voir toucher une vache.

Et pourtant la crise est bel et bien là au cœur de nos campagnes finistériennes. Toutes les filières sont touchées et en tout premier lieu la filière laitière. Cette crise est d'autant plus importante, ici chez nous, que l'agriculture dans le Finistère c'est 9300 exploitations agricoles qui engendrent 20 000 emplois à la production ; avec l'agroalimentaire, c'est 50 000 emplois qui sont concernés. Plus globalement, l'étude de Jean Ollivro, géographe, montre que la contribution de l'agriculture à l'économie en Bretagne représente :

- → 30 % des emplois ;
- → 39 % du chiffre d'affaires des entreprises ;
- → 34 % des exportations

Ces chiffres montrent le rôle essentiel de l'agriculture dans l'économie régionale.

Le Parti Socialiste demande que soit rétabli à l'échelle européenne le principe d'une gestion publique de l'offre laitière, tout en assurant les conditions de la souplesse et de la réactivité. Sans encadrement public, sans une fixation réaliste et évolutive de production maximale, la filière laitière s'exposera à nouveau à des risques majeurs de surproduction, synonymes de prix bas et de faillites pour les éleveurs les plus exposés.

Ce qui touche aujourd'hui la filière laitière menace la plupart des productions agricoles. Le Parti Socialiste constate que, dans ce domaine comme dans d'autres, le Président de la République n'a pas tenu ses promesses de campagne qui étaient d'assurer le revenu des agriculteurs et de protéger nos productions face aux menaces de dumping.

Le Parti Socialiste demande la mise en œuvre d'un véritable plan de relance de l'agriculture française, en aidant les filières les plus exposées à passer le cap de la crise.

Le discours qu'a tenu Nicolas Sarkozy à Poligny était une simple opération de communication en direction des Français. Tout comme celui qu'il avait prononcé le 19 février dans le Maine-et-Loire. D'ailleurs, il s'est contenté de reprendre mot pour mot les mêmes formules, preuve que l'ancien maire de Neuilly considère le monde rural comme une simple cible électorale. Si, demain, la crise s'aggrave encore, sa troisième intervention est déjà prête. Et il dira à nouveau : *"Ce que je vais vous dire, vous ne l'avez encore jamais entendu..."*.

***Section de Guipavas***

# Réforme des territoires et fiscalité, une catastrophe annoncée

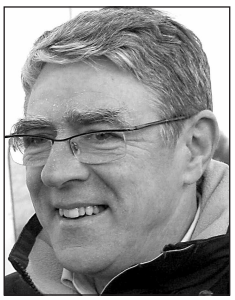
La réforme préparée par le gouvernement met à mal le principe d'indépendance et de capacité des collectivités locales.

Interdire les financements croisés et supprimer la clause de compétence générale des régions et départements revient à interdire tout système de subvention d'investissement, autrement dit remet en cause la solidarité nécessaire à la réalisation de projets trop lourds pour les communes par exemple.

La taxe professionnelle, qui constitue la principale ressource financière des collectivités locales, représente une enveloppe globale de 22 milliards d'euros par an. Le gouvernement avance qu'elle sera compensée par l'État et une contribution supplémentaire assise sur la valeur ajoutée.

Or, le véritable problème est que, plus le temps passe, plus la compensation s'érode. Dans cinq ou six ans, on aura perdu la moitié de la compensation. Par ailleurs, le déficit de 150 milliards à l'année, de l'État, laisse présager des coupes sombres. En outre, de multiples exonérations ou plafonnement vont réduire à la portion congrue ce nouvel impôt appelé contribution économique territoriale (CET).

Qu'on le veuille ou non, si ce ne sont pas les entreprises qui sont mises à contribution, ce sont les ménages. Mais, pas par la voie de l'impôt sur le revenu, pourtant le plus juste, puisque Nicolas Sarkozy veut réduire ceux-ci mais, par une réduction de la voilure de l'État et un transfert de charges vers les collectivités locales contraintes de fait à augmenter leur fiscalité.



Les collectivités ont besoin d'une plus grande autonomie, de liberté dans leur capacité à lever l'impôt, y compris sur les entreprises pour lesquelles elles investissent énormément en infrastructures.

La décentralisation ne peut se comprendre que sur ces principes d'autonomie et de liberté d'action. A l'inverse de l'État, les collectivités sont contraintes à équilibrer leur budget et ne peuvent donc (ce qui est bien) alimenter leur fonctionnement par l'emprunt.

***Alain Queffelec***
*Maire de Guipavas*

# Une politique volontaire et ambitieuse de développement économique

Le développement de Brest métropole océane passe pour beaucoup par la richesse du tissu d'entreprises qui y sont implantées. Ce tissu est devenu important et diversifié. Il s'appuie sur de réelles compétences locales, des outils de formations performants à tous les niveaux (formations professionnelles ou générales, par apprentissage, en alternance, écoles d'ingénieurs, université…, sans oublier la formation continue).

Beaucoup de ces entreprises sont par ailleurs séduites par la capacité d'innovation soutenue par nos nombreux centres de recherches.

Face aux incertitudes du contexte économique et ses conséquences sociales, Brest métropole océane a la volonté de consolider et d'enrichir ce dynamisme en proposant des services aux entreprises, en s'associant au développement de filières, en s'assurant une ouverture internationale ou en favorisant l'implantation de nouvelles entreprises.

C'est ainsi que Brest métropole océane poursuit sa politique d'ouverture de nouvelles zones d'activités mais en favorisant une approche "développement durable " comme sur le projet pilote de Lavallot (60 ha) sur le territoire de Guipavas. Notre commune est également concernée par la nouvelle zone de Prat Pip qui, avec ses 39 hectares, est en voie de commercialisation et les premiers bâtiments sont d'ores et déjà sortis de terre. A proximité, sa voisine de Saint-Thudon propose 32 hectares dont 22 cessibles. Par ailleurs, d'autres opportunités se dessinent avec l'ouverture souhaitée par le Syndicat Mixte Brest Iroise (regroupant BMO, la CCI, les conseils régional et général) d'une première tranche de 40 hectares sur la zone de Lanvian. Ce projet est actuellement à l'étude.

L'urbanisation de ces seules zones d'activités sur Guipavas justifie l'inscription, au plan de mandat des investissements (2010-2014) de Brest métropole océane, d'une somme de cinq millions d'euros environ.

D'autres projets dans l'unique champ du développement économique concernent Guipavas. Citons, à titre d'exemple, le développement du quartier métropolitain du Froutven, avec le Campus des Métiers de la CCI à proximité (participation de 2,7 millions d'euros), l'ouverture à l'urbanisation de la zone de Goarem Vors (extension du CMB), etc. Sans oublier la participation de la collectivité au financement du nouvel aéroport (2,25 millions d'euros sur la période 2010-2014).

Ces actions locales sont soutenues par une étroite et permanente collaboration avec le Département et la Région autour d'enjeux décisifs. Elles témoignent de l'importance du lien entre les entreprises et leur territoire, lien totalement remis en cause avec la disparition programmée de la Taxe Professionnelle, impôt dynamique qui encourageait toute collectivité à développer une politique volontaire et ambitieuse de développement économique.

Les quelques exemples cités ici démontrent que cette réforme de la fiscalité locale concerne tous les citoyens puisqu'il est question de l'aménagement et l'attractivité de leur territoire. Ceux qui prétendent qu'il s'agit d'un problème de politique nationale qui ne doit pas être débattu localement font preuve d'une certaine ignorance du rôle et des actions menées par les collectivités locales et donc les communes.

***Fabrice Huret***
Vice-président de Brest métropole océane, en charge de l'économie

# Lorsque j'étais enfant...

Lorsque j'étais enfant, dans la France des années 1970, l'an 2000 nous paraissait une année de rêve : les inégalités seraient vaincues, les hommes s'aimeraient comme des frères, les barrières des origines, des langues et des religions seraient abattues. Dans nos rêves d'enfants, nous communiquerions par télépathie et nous circulerions dans des voitures volantes !

Qu'en est-il aujourd'hui ? Nous rêvons toujours d'un monde meilleur et il était déjà évident, il y a quarante ans, que nos rêves ne seraient pas tous réalisés. Malheureusement, nous pensions surtout que c'était la technologie qui nous ferait défaut et nous nous apercevons aujourd'hui que la science a progressé, mais que les avancées de la société ont été beaucoup moins rapides que nous l'imaginions. C'est dans les relations humaines, dans l'acceptation de l'altérité, de la différence, dans l'idée d'un progrès collectif qui ne peut se contenter du progrès de quelques uns contre tous les autres que les principaux efforts restent à faire. En ce domaine, le Finistère reste pourtant exemplaire grâce à un tissu social fin et chaleureux, composé au quotidien par des citoyens impliqués qui trouvent des relais auprès de leurs élus dans la mise en place de politiques solidaires et novatrices.

Comme chacun le sait, l'année 2009 aura été marquée par la propagation d'une crise économique et financière internationale sans précédent. Notre économie départementale n'échappe pas aux conséquences de cette crise, qui frappe plus particulièrement nos concitoyens privés d'emploi.

En 2009, plus de 10 % des ménages finistériens vivent sous le seuil de pauvreté et les prochaines années ne laissent pas augurer une amélioration sensible.

Grâce à la clause de compétence générale, le Conseil général du Finistère s'est affirmé face à la crise comme un rempart des solidarités. Il s'est efforcé d'adapter ses interventions au contexte économique pour protéger les Finistériens et agir de manière significative en faveur des populations fragilisées.

Pour certains, le service public n'a pas d'autres significations que dépenses trop lourdes. Nos concitoyens nous demandent pourtant avant tout des services publics accessibles, proches d'eux, divers, garants de la solidarité collective pour les aider à se loger, à accéder à l'emploi, pour protéger leur famille, pour accompagner la dépendance des personnes âgées ou handicapées, pour préserver l'environnement… Ils veulent participer localement aux décisions qui les concernent et interpeller

en proximité leurs élus. Ils constatent tous les jours l'affaiblissement des moyens de l'État et le recul du service rendu par ce dernier, l'État qui pourtant demande toujours fermement aux départements de cofinancer notamment les grandes infrastructures, les politiques de santé, l'État qui transfère personnels et compétences aux collectivités par voie d'injonctions et qui doit au département du Finistère plus de 150 millions d'euros !

Nous devons avoir les moyens de répondre aux attentes et aux besoins de nos concitoyens. Pourtant, la réforme territoriale, telle que proposée par Edouard Balladur et étudiée actuellement, prévoit l'évaporation des communes et des départements. Asphyxier financièrement les conseils généraux, les forcer à renoncer à leurs politiques choisies, c'est installer la déshumanisation en prétextant la modernisation de notre pays.

La recentralisation voulue par les promoteurs de cette réforme signerait la fin des politiques de solidarité entre les personnes et entre les territoires qui sont le sceau de notre action.

***Nathalie Sarrabezolles***
*Conseillère générale du Finistère, déléguée à la culture*
*Élue du canton de Guipavas-Le Relecq Kerhuon*

*Ce supplément à Cap Finistère est réalisé par la section de Guipavas du Parti Socialiste grâce aux cotisations de ses adhérents.*

Presses Associatives du Finistère - 02.98.43.44.39